

N° DP 23/1276

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 12 000 EUROS A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR POUR LE PROGRAMME D'ACTIONS 2023 SUR LA QUALITE DE LA RESSOURCE EN EAU DU BASSIN VERSANT DU GAPEAU ET DE L'EYGOUTIER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2011, modifié par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2013, du 11 octobre 2016 et du 27 avril 2017 relatif au programme d'action national, à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Provence Alpes Côte d'Azur,

VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin n°22-064 en date du 21 mars 2022, portant approbation du SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône – Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

VU la décision métropolitaine n°22/97 du 21 février 2022 relative à la 3^{ème} convention cadre de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Chambre d'Agriculture du Var pour les années 2022-2026,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure le rôle de structure animatrice du contrat de baie pour la rade de Toulon et des îles d'or [2023 – 2027] et qu'à ce titre a engagé depuis 2010 une animation de la démarche de reconquête de la qualité des eaux des aires d'alimentation des 4 captages prioritaires situés sur le territoire de la Métropole (Fonqueballe, La Garde / La Foux, Le Pradet / Golf Hôtel et Père Eternel, Hyères),

CONSIDERANT que Toulon Provence Méditerranée a réalisé en 2018 une étude pour délimiter l'aire d'alimentation des captages, déterminer les pressions et proposer un programme d'actions décliné en 6 volets,

CONSIDERANT que, dans le SDAGE 2022-2027, la lutte contre les pollutions diffuses (nitrates et/ou pesticides) pour la préservation de la qualité des eaux souterraines et la protection de la ressource en eau potable est une priorité,

CONSIDERANT que, dans le XIème programme de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (2019-2024), les actions pour restaurer durablement la qualité des eaux brutes des captages par les pollutions diffuses et préserver les ressources stratégiques destinées à l'eau potable peuvent bénéficier d'aides financières auprès des EPCI chargés de l'animation pour mettre en œuvre :

- une animation territoriale des plans d'actions des captages prioritaires,
- la conversion à l'agriculture biologique,
- le développement de filières à bas niveau d'entrants,

CONSIDERANT que cette animation de la démarche d'aires d'alimentation des captages et la mise en œuvre des actions nécessitent un partenariat avec les acteurs agricoles, dont notamment la Chambre d'Agriculture du Var,

CONSIDERANT que la Chambre d'Agriculture du Var permet de mettre en œuvre par les agriculteurs des actions concrètes, concernant les pollutions diffuses ou ponctuelles d'origines agricoles, dans le cadre de « mesures agro-environnementales territorialisées (MAET) pour les démarches suivantes :

- La Zone Vulnérable aux Nitrates « Gapeau / Eygoutier » comprenant les communes suivantes : La Garde, Le Pradet, Carqueiranne, Hyères, La Crau, La Farlède et Solliès-Pont,
- Les Aires d'Alimentation des Captages prioritaires en eau potable au titre du SDAGE 2022-27,

CONSIDERANT le projet de financement du programme proposé par la Chambre d'Agriculture du Var d'un montant total de 34 224 €, pour l'année 2023, lequel se répartit entre les différents partenaires de la manière suivante :

Partenaires	Pourcentage - montant
Chambre d'agriculture du var - autofinancement	49 % - 16 824€
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur	16 % - 5 400 €
Métropole TPM	35 % - 12 000 €

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 12 000 € à la Chambre d'Agriculture du var pour la réalisation du programme d'actions 2023 sur la qualité de la ressource en eaux du bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier.

ARTICLE 2

DE SIGNER avec la Chambre d'Agriculture du Var, la convention d'attribution de la subvention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°23514 article n°731-65748, budget principal 2023.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



3 2 DEC 1967



CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

**DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

**PROGRAMME D'ACTIONS SUR LE BASSIN
VERSANT DU GAPEAU ET DE L'EYGOUTIER -
RESSOURCE EN EAU ET AGRICULTURE**

2023

Il est établi la convention d'attribution de subvention :



Entre d'une part,
La Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Ci-après dénommée « Métropole »

Sise

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536
83041 TOULON Cedex 09
SIRET : 248 300 543 002 17



Et, d'autre part :

La Chambre d'Agriculture du Var,

Ci-après dénommée « CA83 »

Sise :

11, rue Pierre Clément
CS 40 203
83006 DRAGUIGNAN CEDEX

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La Chambre d'Agriculture du Var (CA83) conduit depuis plusieurs années un programme d'actions sur la gestion qualitative de ressource en eau à l'échelle du bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier (BVGE).

La superficie totale de la zone d'action atteint 1050 km², recoupant les limites de 27 communes. Ce territoire compte environ 1600 exploitations agricoles couvrant environ 10 500 ha, soit environ 10% de la surface totale du territoire.

Le bassin versant du Gapeau et de l'Eygoutier fait l'objet de nombreux enjeux agro-environnementaux qui se traduisent par une superposition de zonages réglementaires, à savoir :

- Le SAGE Gapeau,
- La Zone Vulnérable aux Nitrates,
- Les 4 captages prioritaires au titre du SDAGE 2022-2027 (captage du Golf Hôtel et du Père Eternel à Hyères, Puits de Fontqueballe à La Garde, et Puits de La Foux au Pradet),
- Le contrat de baie de la rade de Toulon et le contrat de baie des Iles d'Or.

Les principaux enjeux identifiés par ces zonages sont les phénomènes d'eutrophisation, la pollution par les pesticides, la pollution par les nitrates et le déséquilibre quantitatif.

Jusqu'alors, le programme d'action BVGE faisait l'objet d'une demande de subvention auprès du Conseil Régional PACA (CR PACA) par l'intermédiaire de la Chambre Régionale d'agriculture PACA (CRA PACA) et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC).

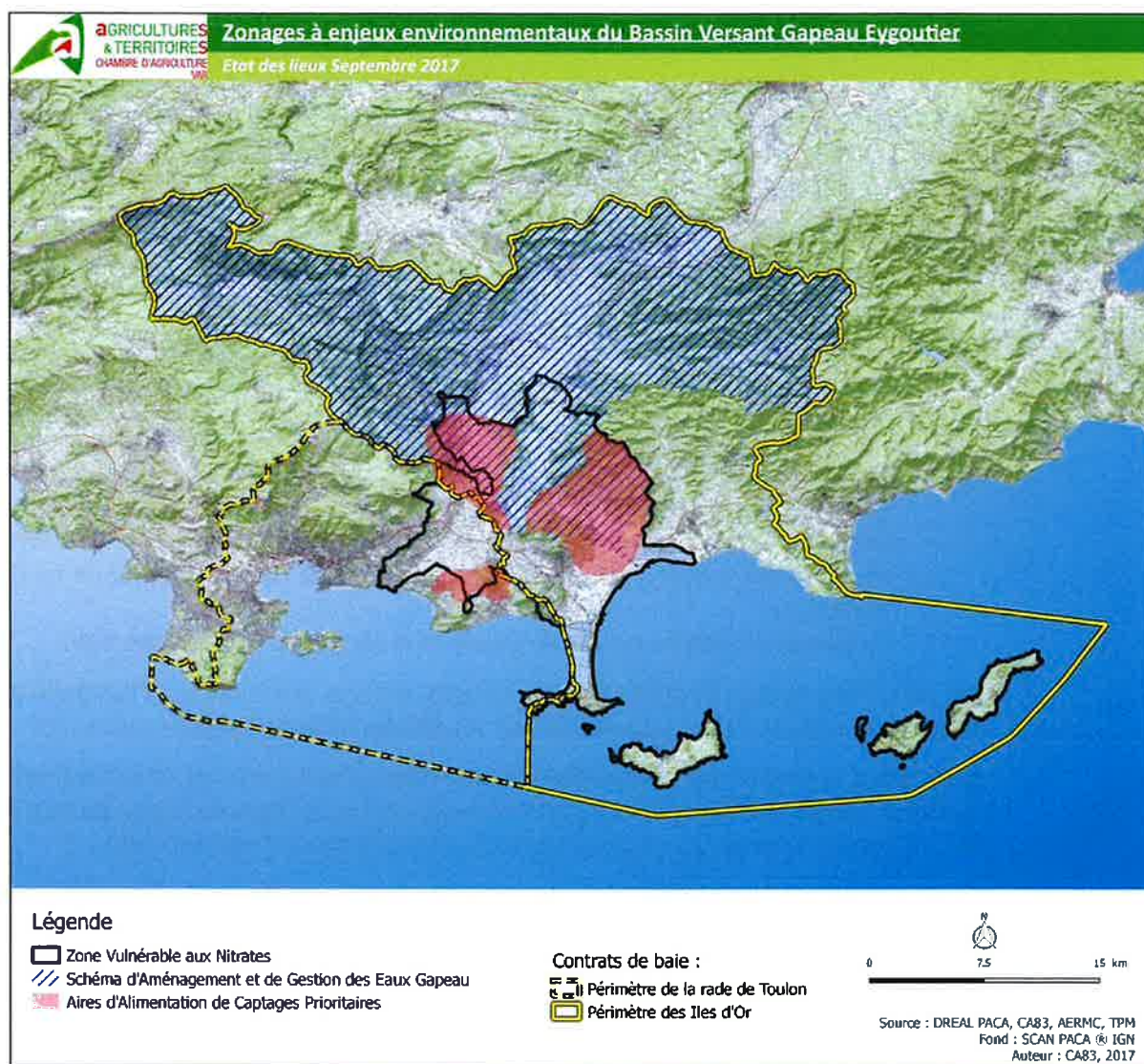
En accord avec le Conseil Régional, une demande d'intervention financière a été maintenue dans le cadre de la convention avec la CRA PACA. La CA83 dépose une demande de subvention dans le cadre de la convention annuelle entre la CRA PACA et le CR PACA.

L'Agence de l'Eau a souhaité modifier la gestion des dossiers. En effet, dans un objectif de créer du lien entre les politiques agricoles des intercommunalités et la politique de l'Eau (SDAGE/SAGE/Contrats de milieux...) et en adéquation avec la montée en puissance des intercommunalités sur un certain nombre de compétences (suite à l'approbation de la Loi NoTRE notamment), l'AERMC a souhaité que les programmes d'actions de la politique de l'eau soient portés par les intercommunalités et non plus directement par la CA83. Pour réaliser ce travail d'animation, la MTPM confie cette mission à la CA83 via la présente convention.

OBJECTIFS DE LA CONVENTION 2023

⇒ **Poursuivre les programmes d'actions en 2023 sur l'amélioration de la qualité de l'eau**

Périmètre du Bassin Versant Gapeau Eygoutier



Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture du Var

Il s'agit de poursuivre le travail conduit depuis plusieurs années visant à mettre en œuvre des actions ciblant le public agricole et visant à réduire l'impact des pratiques agricoles sur la qualité des eaux.

Spécifiquement, les actions portent sur :

- A. L'accompagnement de groupes**
 - A.1. Essais et suivis
 - A.2. Mise en réseau et diffusion
 - A.3. Journées techniques, démonstrations, formations
 - A.4. Communication, sensibilisation, information
- B. Evolution des pratiques**
 - B.1. Zone vulnérable aux Nitrates
 - B.2. Evolution réglementaire
 - B.3. Infrastructure environnementales
- C. La coordination sur le territoire**
 - C.1. Participation aux COPIL et COTECH
 - C.2. Veille
 - C.3. Pilotage et synthèse des actions sur le territoire.

Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Année 2023 Programme d'actions Bassin Versant Gapeau -Eygoutier Qualité de l'eau AAC prioritaires, SAGE						
DEPENSES				RECETTES		
Actions	Contenu	Nbr jours	Coût action	Organisme	Montant	%
A. Accompagnement Groupe "Figues" <i>agent : Fanny VERNIER</i>	Essais et suivis	9	6 696 €	MTPM	12 000 €	35%
	Mise en réseau / diffusion					
	Journées techniques, démonstrations, formations					
	Comm / sensi / info					
B. Accompagnement Groupe "Viticulture" <i>Agent : Gisèle VENTRE</i>	Essais et suivis	25	18 600 €	Région SUD via CRA PACA (demande en cours)	5 400 €	16%
	Mise en réseau / diffusion					
	Journées techniques, démonstrations, formations					
	Comm / sensi / info					
C. Evolution des pratiques <i>Agent : Mickael GUEGAN</i>	Digagnostic "parcelles à risque de transfert" (DPR2)	7	5 208 €	CA83	16 824 €	49%
	Veille et suivi réglementation ZVN					
D. Coordination <i>Agents : Mickael GUEGAN et Nelly JOUBERT</i>	Suivi interne	5	3 720 €			
		46	34 224 €		34 224 €	100%

Article 4. Modalités financières et de règlement

Les règlements seront effectués par la Métropole, dès la signature de la convention, selon la manière suivante :

- 100% à la signature de la présente convention,

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DFT suivant : 10071 83000 00001012417 66 TPTOULON

Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toutes natures auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité, sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83, dans le cadre du partenariat, seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

Article 6. Durée de la convention

La durée de la convention porte sur l'année civile 2023.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au regard des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques...).

Article 10. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet ; et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 11. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, le

Pour La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Pour la Chambre d'Agriculture du Var

